

étudier soigneusement de quelle manière ils pourront être le plus utile. Si l'on peut faire quoi que ce soit en ce sens qui sera de nature à servir les besoins de l'ensemble de la nation, je peux assurer mon honorable ami ainsi que les autres membres de la Chambre qu'on en tirera le plus grand profit possible.

Je passe à la question des bénéfices excessifs. J'ai déjà déclaré que rien à mon sens ne saurait être plus vil, que le fait de chercher à profiter des sacrifices des autres. Si les lois et les autres mesures que ce Gouvernement proposera et cherchera à appliquer ne sont pas assez rigoureuses pour mettre fin à ces exactions, j'espère que les honorables membres de la Chambre nous signaleront la chose, ainsi qu'au pays tout entier, et nous indiqueront ce qu'il y aurait lieu de faire pour y mettre un terme. Il y a des choses qui sont très difficiles à accomplir. Malheureusement la nature humaine est faible, et nous y trouvons du mauvais comme du bon. Il est parfois difficile de triompher du monde interlope et de ses méthodes. J'ajouterai, cependant, que peu m'importe la haute idée qu'un particulier puisse avoir de lui-même ou que d'autres ont sur son compte, ou de sa situation, s'il cherche à faire des profits excessifs pendant cette crise, il s'abaisse au niveau de la pègre et il devra être traité comme l'un de ceux qui sont un danger pour tout ce qui est sacré dans les relations humaines.

Mon honorable ami a également parlé de la mobilisation de l'industrie. Comme lui, je suis d'avis qu'une industrie fortement mobilisée rendra les plus grands services que l'on puisse rendre aux différentes armées, tant outre-mer que dans ce pays. On a déjà pris d'importantes initiatives en ce sens, et plus tard, lorsque nous aurons l'occasion d'étudier cette question en détail, les honorables députés se rendront compte, je crois, de ce que le Gouvernement a fait et cherche à faire de ce côté.

Vient ensuite la question du favoritisme. Je veux dire ceci ici-même à mes propres partisans dans cette Chambre: Si l'un d'entre vous désire placer des gens à des positions, en rapport avec la présente guerre, tout simplement parce qu'il s'agirait de vos amis; si vous désirez qu'on leur confie un poste spécial, ne vous adressez pas à moi parce que je ne vous écouterai jamais. Je dis la même chose à tous les membres de la Chambre et cela non seulement en mon propre nom, mais au nom du Gouvernement. Nous ne voulons pas de favoritisme dans cette guerre. Nous voulons maintenir l'honneur du Gouvernement et de notre pays. Or, celui qui cherche à recueillir un avantage indirect en faisant en sorte que des parents ou des amis obtiennent telle entre-

prise ou telle commission simplement parce qu'ils sont ses protégés, n'est pas l'ami du présent Gouvernement.

Mon honorable ami le chef de l'opposition, a parlé du transport ici des petits enfants d'Angleterre. Il a, à ce sujet, fait un appel qui est, bien entendu, de nature à toucher le cœur de tous les Canadiens. Il sait sans doute que l'un de nos grands journaux s'est employé tout spécialement, pendant un certain temps, à appuyer cette cause. Je n'ai pas dit grand'chose à ce sujet, mais j'avais à peine exprimé l'opinion que le Gouvernement devrait peut-être étudier soigneusement le meilleur moyen de coopérer si la guerre éclatait, que j'ai constaté que sir Thomas Inskip, alors secrétaire d'Etat pour les Dominions et maintenant lord chancelier, déclara que cette proposition n'était pas pratique, et que certaines circonstances empêcheraient l'Angleterre de songer à envoyer des enfants outre-mer en temps de guerre. Je n'exprime pas mon opinion, mais celle d'un ministre de la couronne d'Angleterre. On nous a reproché de ne pas avoir accepté sur-le-champ cette proposition et on nous reprochera probablement à maintes reprises de ne pas en accepter d'autres. Je prie cependant, les honorables députés de croire que toutes les mesures que nous prendrons relativement aux questions d'outre-mer seront fondées sur les renseignements que nous obtenons de la Grande-Bretagne et des autres pays qui peuvent s'allier à nous dans cette guerre, de même que sur l'expérience des lumières que nous possédons nous-mêmes.

On a dit ensuite que les problèmes de notre pays ne doivent pas être perdus de vue. Je suis également de cet avis. Je me proposais de lire, un peu plus tard une déclaration que j'ai préparée à ce sujet, déclaration que je n'ai cessé de croire dans l'ordre, et que j'estime encore plus opportune en ce moment. Nos propres problèmes, dont le plus grave est la grande question du chômage, ne sont pas attribuables à des conditions existantes au pays même. Il faut les attribuer à l'ampleur de la peur et de la terreur qui se sont emparées des gens par tout l'univers, non pas pendant un an seulement, mais depuis les trois ou quatre dernières années, terreur qui a porté les gens à cacher le peu de capitaux qu'ils possédaient au lieu de les placer, terreur qui a fait que l'une après l'autre, les nations ont dépensé leurs millions pour accroître leurs armements au lieu de les affecter à une production utile.

Nous aurions pu employer les chômeurs canadiens, comme on l'a fait sur une si grande échelle en Europe et en Grande-Bretagne, à la fabrication de munitions et d'engins de guerre. Le Parlement aurait-il approuvé cette

[Le très hon. Mackenzie King.]